



Eire Eco

Octobre 2019 – N°56

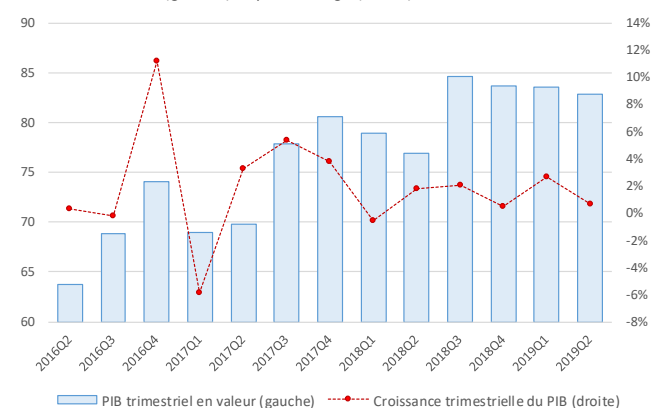
© DG Trésor – Service économique de Dublin

MACROECONOMIE

Croissance trimestrielle du PIB – La croissance du PIB au second trimestre 2019 s'établit à +0,7 % (g.t. cvs) après 2,7 % (révisé à la hausse de +0,3 pt) au premier trimestre 2019. Sur le premier semestre, le PIB progresse de +6,6 % par rapport à la même période 2018. L'acquis de croissance pour 2019 à l'issue du second trimestre s'élève à +5,1 %. Les principaux facteurs de croissance ont été la consommation des ménages (+0,8 %) et la consommation des administrations publiques (+1,0 %). L'investissement total progresse de 183 % (environ +31,4Mds€) en raison de l'importation massive de brevets de propriété intellectuelle au second trimestre 2019 ; les importations étant augmentées dans les mêmes proportions, l'impact sur le PIB est neutre. La construction progresse de +0,4 %. Le secteur de l'activité agricole, forestière et de la pêche enregistre une croissance de +3,9 %.

Evolution trimestrielle du PIB irlandais

En milliards d'euros (gauche) et pourcentage (droite)



Source: CSO

Différents observateurs de l'activité économique irlandaise ont réévalué à la hausse leurs prévisions de croissance pour 2019 : l'ESRI (*Economic and Social Research Institute*, think tank irlandais) estime la croissance pour l'année 2019 à +4,9 % contre +4 % et Davy Research (groupe d'analystes) à +6 % contre +5 %.

Activité économique – Septembre 2019 marque le quatrième mois consécutif de contraction du secteur manufacturier en Irlande. Le PMI manufacturier irlandais se maintient sous la barre des 50, s'établissant à 48,7 en septembre 2019, soit une très légère hausse de 0,1 point en comparaison au chiffre du mois précédent (48,6). Le PMI irlandais demeure supérieur au PMI manufacturier de la zone euro dont le score s'établit à 45,6 pour le mois de septembre 2019.

Indice PMI - secteur manufacturier

Markit Manufacturing Purchasing Managers Indices (PMI)



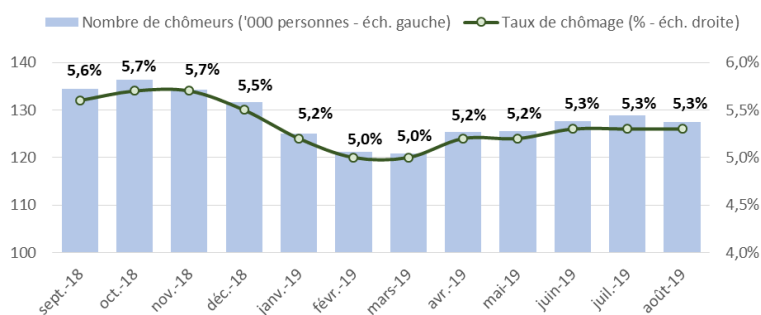
Selon les entreprises sondées, le ralentissement mondial du secteur manufacturier ainsi que les inquiétudes liées au Brexit se révèlent être les raisons principales affectant négativement la production du secteur en Irlande. En parallèle, la confiance des entreprises du secteur manufacturier, toujours positive, a tout de même atteint son niveau le plus faible depuis la création de l'indice, il y a de cela plus de 7 ans.

Le PMI des services enregistre une légère diminution ce mois-ci et s'établit à 53,1, soit 1,5 points de moins que le mois précédent (54,6 en août). Le rythme de développement du secteur a atteint son niveau le plus bas depuis mai 2013 et la perspective du *Brexit* ainsi que la probabilité grandissante d'une sortie sans accord du Royaume-Uni semblent altérer la demande des consommateurs. Cependant, le secteur des services continue de connaître une expansion en Irlande, se situant au-dessus du chiffre observé en zone euro (51,6).

Chômage – Après la révision des données pour le mois d'août, le taux de chômage continue de se stabiliser légèrement au-dessus de 5% en Irlande. Le taux de chômage s'établit ainsi à 5,3 % corrigé des variations saisonnières (cvs) au mois de septembre 2019 (contre 5,3 % en août selon les nouvelles données). Le nombre de chômeurs (cvs) s'établissait à 126 900 en septembre 2019, soit 600 de moins qu'en août 2019 et 7 500 de moins qu'en septembre 2018. Le taux de chômage des jeunes se maintient à 14,8 % en septembre 2019 pour le quatrième mois consécutif.

Evolution du chômage en Irlande

En milliers de chômeurs et en % de la population active

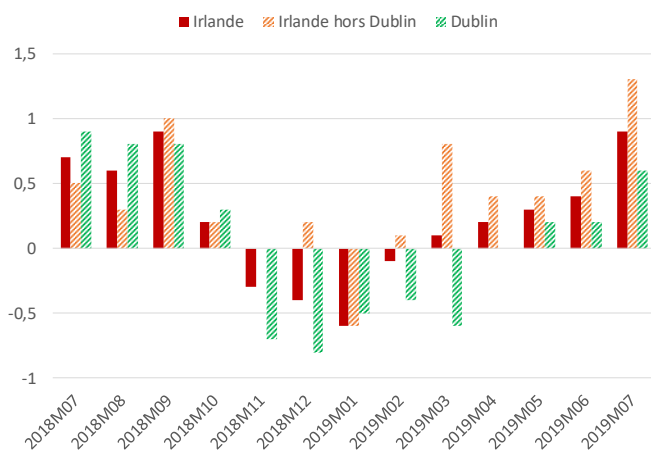


Dans le projet de budget 2020, le nombre de nouveaux emplois créés a été estimé à 19 000 pour l'année 2020, témoignant d'un taux de croissance de l'emploi plus faible.

Immobilier – A l'échelle nationale, la hausse des prix de l'immobilier continue de s'accélérer, notamment hors Dublin, selon les variations exprimées en glissement mensuel. L'augmentation des prix de l'immobilier s'établit à +0,6 % à Dublin au mois de juillet 2019, confirmant ainsi la tendance observée depuis mai 2019. Au mois de juillet 2019, les prix de l'immobilier ont augmenté de +1,3 % à l'échelle nationale hors Dublin.

Evolution mensuelle des prix de l'immobilier en Irlande (en glissement mensuel)

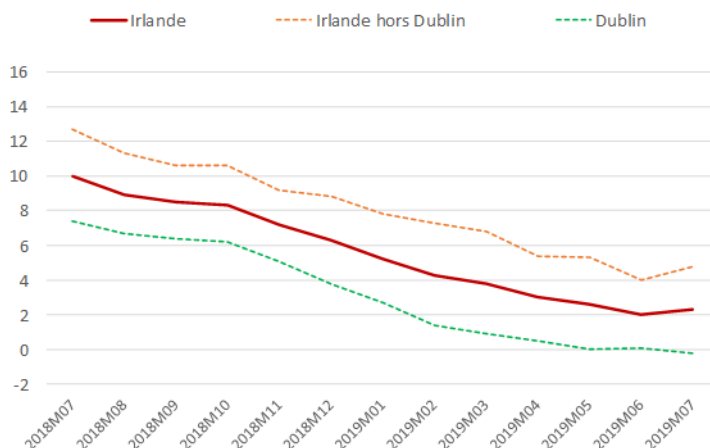
En pourcentage



Source: CSO

Evolution mensuelle des prix de l'immobilier en Irlande (en glissement annuel)

En pourcentage



Source: CSO

Le second graphique présente les variations en glissement annuel des prix immobiliers. L'inflation s'accélère sur l'ensemble du territoire hors Dublin alors que les prix de l'immobilier diminuent à Dublin pour la première fois depuis septembre 2012 selon les données CSO. La baisse des prix de l'immobilier hors Dublin s'établit à -0,2 % en juillet 2019 contre +0,1 % en juin 2019 et +0,0 % en mai 2019 (g.a.). En parallèle, la croissance des prix de l'immobilier à Dublin s'établit à +4,8 % en juillet 2019 contre +4,0 % le mois précédent (g.a.).

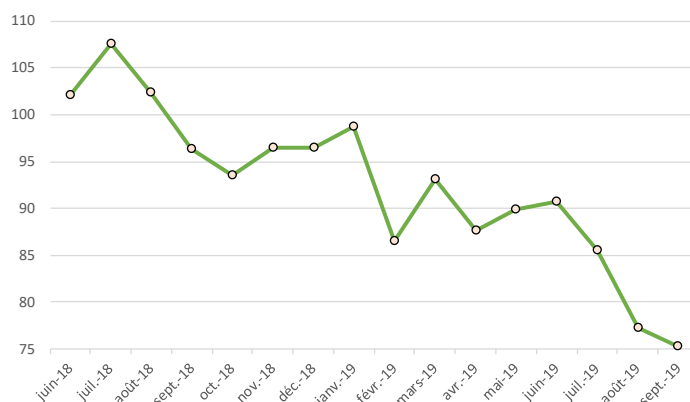
Cependant, les prix de l'immobilier ayant connu une évolution non uniforme en variation mensuelle entre juillet 2018 et juillet 2019, la diminution des prix à Dublin en variation annuelle est à interpréter avec précaution. En réalité, les prix de l'immobilier se stabilisent.

En parallèle, l'ESRI a revu à la baisse les prévisions concernant le nombre total de nouveaux logements construits en 2019. Le *think tank* estime ce chiffre à 21 000 unités dans son rapport trimestriel publié en septembre, contre 23 500 unités dans le rapport trimestriel précédent.

Enfin, les derniers chiffres publiés par la fédération des locataires en Irlande (*Residential Tenancies Board*) montrent une augmentation de +7 % des loyers à l'échelle nationale au second trimestre 2019 en glissement annuel, et de +3 % en glissement trimestre. L'inflation des loyers à Dublin s'établit à +3,5 % en glissement trimestriel et à +7,1 % en glissement annuel. Selon le rapport, le coût élevé d'un achat immobilier pousse de nombreuses personnes à se rabattre sur la location, augmentant les pressions inflationnistes au sein du marché locatif déjà hautes en raison d'une offre bien en deçà de la demande.

Confiance des consommateurs – La confiance des consommateurs irlandais (indice créé et mis à jour par la banque KBC et l'ESRI) est en baisse pour le troisième mois consécutif en septembre 2019 et a atteint son niveau le plus bas des six dernières années. L'indice s'établit ainsi à 75,3 en septembre, contre 77,2 le mois précédent. Ce chiffre contraste fortement avec le niveau de l'indice pour le mois de septembre 2018, qui s'établissait alors à 96,4. La chute de l'indice s'explique par les inquiétudes très fortes des consommateurs irlandais liées à l'approche du Brexit et au risque d'une sortie sans accord du Royaume-Uni. Les consommateurs irlandais semblent accorder au Brexit un poids bien plus décisif aux perspectives économiques et suggère une nervosité des consommateurs irlandais, ces derniers ayant le sentiment que la période faste du redressement économique pourrait déjà être révolue.

Indice de la confiance des consommateurs en Irlande



Source: sondage ESRI/KBC

FINANCES PUBLIQUES

Exchequer – Les recettes totales à la fin du troisième trimestre de l'année 2019 ont été estimées à environ +1,7 % au-dessus du montant cible mensuel principalement en raison de de l'impôt sur les sociétés (+558 M€) et des droits d'accise (+89 M€). Elles sont supérieures de +8,7 % (glissement annuel) à celles de 2018, principalement du fait de l'impôt sur les gains en capital (+31,7 %), de l'impôt sur les sociétés (+13,2 %) et des droits d'accise (+12,5 %), résultats qui reflètent une croissance économique solide en Irlande.

Les recettes générées par l'impôt sur les sociétés (IS) au mois de septembre ont dépassé de +36,5 % le montant cible mensuel (non cumulé), suggérant une dynamique similaire à celle de 2018. En glissement annuel, les recettes totales cumulées issues de l'IS sont supérieures de +13,2 % aux recettes observées en 2018 à la même période. En isolant les résultats du mois de septembre, les chiffres du ministère des Finances irlandais font état d'une augmentation de +14,8 % des recettes d'IS (glissement annuel).

Les dépenses du gouvernement central se sont maintenues en deçà des plafonds inscrits dans le Budget 2019. Les dépenses courantes se sont établies à 46,1 Mds€ durant les trois premiers trimestres de l'année 2019, soit -0,4 % en dessous des limites budgétaires et en augmentation de +5,2 % (glissement annuel). Les dépenses d'investissement se sont élevées à 4,1 Md€, soit +24,9 % en glissement annuel.

Projet de Budget 2020 – Le ministre des Finances, Pascal Donohoe, a présenté le 8 octobre le projet de budget 2020 de l'Irlande, dont les prévisions budgétaires reposent sur l'hypothèse d'une sortie sans accord (« *no-deal* ») du Royaume-Uni de l'Union européenne. Ainsi, même si les perspectives de croissance du PIB restent favorables (+0,7 % en 2020, +5,5 % en 2019 contre +3,9 % pour les précédentes estimations), elles n'en restent pas moins négativement affectées par le choix du « *no-deal* » comme scénario principal. Le gouvernement prévoit un déficit budgétaire de -0,6 % du PIB dans le cas d'une sortie sans accord du Royaume-Uni (contre un excédent budgétaire de +0,2 % du PIB dans le cas d'une sortie avec accord). Le projet de budget 2020 établit la création d'un fonds d'urgence dédié au *Brexit*, dont le montant alloué sera d'1,2Md€ dans le cas d'un « *no-deal* ». 200M€ seront disponibles et répartis entre les différents ministères afin d'améliorer la préparation des différents secteurs immédiatement après la

LE CHIFFRE DU MOIS

48

Il s'agit du pourcentage de la population irlandaise dont les compétences numériques sont considérées comme étant « élémentaires » ou « élevées ». L'Irlande se situe ainsi en dessous de la moyenne européenne, s'établissant à 57%. Les trois pays européens dont la part est la plus faible sont la Bulgarie (29%), la Roumanie (29%) et la Croatie (41%). Le Luxembourg, les Pays-Bas ainsi que la Suède représentent les trois pays dont la part de la population ayant des compétences numériques « élémentaires » à « élevées » est la plus haute au sein de l'Union Européenne avec respectivement 85%, 79% et 77%. La France, quant à elle, se situe dans la moyenne, avec une part de 57% de la population ayant des compétences numériques « élémentaires » à « élevées ». (Voir graphique plus bas)

sortie du Royaume-Uni de l'UE, puis, 1Md€ sera emprunté à moyen-terme afin de soutenir graduellement l'économie irlandaise - notamment les secteurs potentiellement les plus touchés comme l'agriculture et le tourisme. Selon les analystes du groupe Davy Research, les incertitudes autour du *Brexit* ont permis au gouvernement de présenter un projet de budget 2020 centré sur la maîtrise des dépenses publiques, point faible des finances publiques irlandaises. En effet, l'absence de baisses des impôts ou d'augmentations significatives des aides sociales ainsi que l'absence de dérapages des dépenses du ministère de la santé devraient permettre au gouvernement, dans le cas d'un accord entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne, d'assurer l'excédent budgétaire estimé à 600M€ en 2019. Enfin, Pascal Donohoe a annoncé que le *Rainy Day Fund* ne serait pas doté des 500M€ prévus (dotation annuelle du fonds en plus de la dotation de lancement de 1,5Md€) à la fin de l'année 2019. Le ministre a précisé qu'il ne voyait pas, dans le cas d'un « *no-deal* », l'intérêt d'emprunter afin de doter le fonds des 500M€ supplémentaires.

La lutte contre le changement climatique et les moyens qui lui sont consacrés ont été mis en avant par Pascal Donohoe dans son allocution. Au titre des mesures phares figure l'augmentation de 6€ par tonne de la taxe sur le carbone (soit 26€/t en 2020), générant des recettes estimées à 90M€ en 2020 dont l'intégralité sera utilisée pour financer des mesures environnementales, au premier rang desquelles celles permettant d'assurer une « juste transition ».

Dette souveraine – La NTMA (*National Treasury Management Agency*), homologue irlandais de l'Agence France Trésor, prévoit l'émission d'obligations souveraines « vertes » supplémentaires afin de financer des projets dits « verts » (gestion durable des déchets et de l'eau, transports propres ou encore énergies renouvelables). Cette annonce fait suite à l'émission en octobre 2018 de la première obligation souveraine irlandaise dite « verte » (maturité à 12 ans) qui avait permis la levée de 3Mds€.

Selon les dernières données publiées par le CSO (homologue irlandais de l'INSEE), l'estimation provisoire du solde budgétaire s'établit à +0,1% du PIB, soit un excédent budgétaire pour l'année 2018 (0,2Md€). Les estimations précédentes (publiées dans le programme de stabilité et de croissance 2019) donnaient un excédent de +0,01% du PIB (0,045Md€). Le *White Paper* (document publié dans le cadre du processus budgétaire) fournit d'autres chiffres concernant les finances publiques en amont de la présentation du budget : l'excédent budgétaire attendu représente +0,2 % du PIB pour l'année 2019 (et 0,0% pour 2020). Les recettes générées par l'impôt sur les sociétés sont estimées à 10 280 millions d'euro pour 2019, 10 443 millions d'euro pour 2020 (10 385 millions d'euro de recettes effectives en 2018).

SECTEUR BANCAIRE

Marché hypothécaire – Selon les données publiées par la fédération irlandaise des banques et des paiements (*Banking & Payments Federation Ireland*, BPIF), le montant total des prêts hypothécaires accordés est en augmentation de +4 % au mois d'août (en glissement annuel), après une croissance exceptionnelle observée en juillet (+28 %). L'encours total des prêts hypothécaires accordés au mois d'août s'établit à 968M€, dont 500M € pour des primo-accédants. L'encours total des prêts accordés aux primo-accédants au mois d'août 2019 est en augmentation de +14,7 % (glissement annuel). Quant aux prêts accordés aux personnes déménageant, l'encours total s'établit à 309M € et connaît une baisse de -0,2 % en août 2019 (glissement annuel).

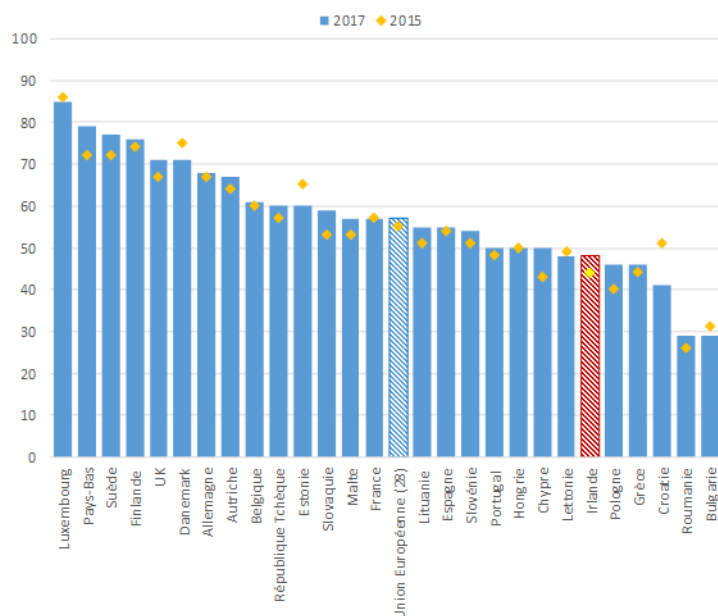
Prêts aux entreprises – Les données récentes publiées par la Banque Centrale d'Irlande (CBI) semblent indiquer que l'incertitude entourant l'issue du *Brexit* n'a pas totalement altéré la demande de crédit en provenance des PME en Irlande. L'encours total de prêts aux PME irlandaises a augmenté de +0,9 % au second trimestre 2019 (glissement trimestriel), s'établissant à 22,6Mds€. La croissance du crédit aux PME restent cependant marginale (total de +1,4Md€ de nouveaux prêts aux PME pour le second trimestre 2019, contre seulement +1,1Md€ au premier trimestre 2019). Après une décennie d'assainissement des bilans et de désendettement, l'offre de prêts aux PME semble actuellement se stabiliser. Au second trimestre 2019, l'encours total des prêts a pour la première fois depuis 2012 enregistré une croissance nette positive (glissement trimestriel). En glissement annuel, l'encours total des prêts aux PME a malgré tout diminué de -3 % au second trimestre 2019, contre une baisse de -3,9 % au premier trimestre 2019.

Prêts non performants – La banque irlandaise Permanent TSB (PTSB) continue de réaliser des progrès supplémentaires dans la réduction de son niveau de prêts non performants (PNP). Après la récente cession de 500M€ de PNP, le taux de PNP de PTSB a chuté pour s'établir actuellement à 7 % du total des encours de prêts (contre 10% fin 2018 et 26% fin 2017).

*

La part de la population irlandaise ayant un niveau de compétences numériques "élémentaires" ou "élevées" est inférieure à la moyenne européenne malgré une hausse entre 2015 et 2017

En pourcentage de la population



Source: Eurostat

Note: donnée non disponible pour l'Italie

L'indicateur calculé par le bureau européen de la statistique (Eurostat) est construit de façon à approximer les compétences numériques des individus via la réalisation de tâches dans 4 catégories différentes (information, communication, résolution de problèmes et maîtrise des logiciels). Un individu ayant été capable de réaliser une seule tâche de la liste donnée pour une catégorie sera considéré comme d'un niveau « élémentaire » pour cette catégorie. Un individu dont les compétences sont considérées comme « élémentaires » dans chaque catégorie aura un niveau global de compétences numériques « élémentaire » (il ne peut réaliser qu'un nombre limité de tâches qui requièrent la maîtrise de certaines compétences numériques).

Évolution des indicateurs macroéconomiques – tableau annuel

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Production									
PIB annuel à prix courants (en Md€)	167,1	171,9	175,2	179,9	195,3	262,5	273,2	294,1	312,5
<i>Croissance réelle (en %)</i>	2,0%	3,0%	0,2%	1,3%	8,8%	25,1%	5,1%	7,2%	6,7%
Indice de production industrielle - m.a. (Base 100 = 2015)	100,0	99,6	98,1	95,9	117,9	158,9	159,9	156,3	155,5
Valeur ajoutée brute (VAB) des multinationales (M€)	36 976	40 056	40 365	40 616	45 181	100 347	100 013	111 353	126 040
<i>En % de la VAB totale</i>	24,3%	25,9%	25,5%	24,7%	25,3%	41,0%	39,4%	40,2%	41,6%
Compte courant									
Exportations de marchandises (en Md€)	90,92	93,19	93,51	89,18	92,62	112,41	119,29	122,71	140,84
Importations de marchandises (en Md€)	48,69	53,04	56,18	55,79	62,16	70,11	74,24	79,27	90,18
Solde commercial (en Md€)	42,23	40,16	37,33	33,39	30,46	42,30	45,06	43,44	50,66
Balance courante (en % du PIB)	-1,2%	-1,6%	-3,4%	1,5%	1,1%	4,4%	-4,2%	0,49%	10,58%
Evolution des prix									
Inflation CPI - moyenne annuelle (%)	-1,0%	2,6%	1,7%	0,5%	0,2%	-0,3%	0,0%	0,4%	0,5%
Inflation CPI hors énergie - moyenne annuelle (%)	-1,9%	1,7%	0,8%	0,5%	0,4%	0,6%	0,7%	0,1%	0,1%
Var. prix immobiliers - IrL sauf Dublin (g.a au 31/12)	-14,3%	-19,2%	-9,2%	-1,5%	12,4%	10,7%	11,2%	12,7%	9,6%
Var. prix immobiliers - Dublin (g.a au 31/12)	-14,4%	-19,9%	3,7%	13,9%	22,7%	3,9%	6,6%	11,7%	3,8%
Population									
Population	4 554 800	4 574 900	4 598 700	4 614 700	4 645 400	4 687 800	4 739 600	4 792 500	4 857 000
<i>Variation annuelle de la population (en %)</i>	0,5%	0,4%	0,4%	0,5%	0,7%	0,9%	1,1%	1,1%	1,3%
Solde migratoire	-27 400	-27 300	-34 400	-33 100	-21 300	-11 600	3 100	19 800	34 000
Marché du travail									
Population active moyenne	2 184 900	2 165 825	2 153 825	2 163 350	2 156 825	2 167 200	2 193 125	2 352 300	2 417 000
<i>Variation annuelle de la population active (en %)</i>	-2,0%	-0,9%	-0,6%	0,4%	-0,3%	0,5%	1,2%	7,3%	2,8%
<i>Taux de participation</i>	60,7%	60,2%	59,9%	60,2%	60,0%	60,0%	61,9%	62,2%	62,8%
Nombre de chômeurs moyen	302 675	316 750	316 000	282 200	242 925	203 625	173 100	156 377	135 508
<i>Taux de chômage moyen</i>	13,9%	14,6%	14,7%	13,0%	11,3%	9,4%	7,9%	6,7%	5,6%
Nombre de personnes employées dans le secteur public	351 475	346 925	332 225	328 000	322 350	324 825	333 400	338 825	346 400
<i>En % du nombre d'emplois total</i>	18,7%	18,8%	18,1%	17,4%	16,8%	16,5%	16,5%	15,4%	15,2%
Nombre de personnes employées par les multinationales	N/A	250 400	297 702	299 870	301 533	305 952	311 000	318 000	
<i>En % de l'emploi privé total</i>	N/A	16,7%	19,8%	19,3%	18,9%	18,7%	18,4%	17,1%	
Salaire annuel moyen (variation annuelle en %)	-2,3%	-0,6%	0,3%	-0,5%	-0,6%	1,4%	1,1%	1,7%	3,4%
Revenu disponible brut des ménages (M€)	88 657	84 611	87 294	87 292	88 753	92 688	97 330	102 171	
<i>Variation annuelle du RDB des ménages (en %)</i>	-3,5%	-4,6%	3,2%	0,0%	1,7%	4,4%	5,0%	5,0%	
Consommation et investissement									
Consommation finale privée (variation annuelle en %)	0,7%	-1,0%	-0,9%	-0,7%	2,0%	4,2%	3,3%	1,9%	3,00%
Formation brute de capital fixe (variation annuelle en %)	-14,9%	3,4%	16,4%	-3,7%	18,1%	27,9%	61,2%	-22,3%	10,10%
Secteur financier									
Encours de dépôt total des ménages- (g.a.)	-4,6%	-3,5%	1,2%	-1,3%	0,3%	3,6%	2,5%	3,7%	4,5%
Encours de crédit total aux ménages- (g.a.)	-7,1%	-15,2%	0,7%	-3,1%	-10,0%	-5,1%	-4,1%	1,9%	1,4%
Encours de crédits hypothécaires- (g.a.)	-9,6%	-19,3%	5,7%	-1,9%	-6,0%	-1,6%	-4,6%	1,6%	1,4%
Encours de crédit total aux SNF- (g.a.)	-36,3%	-4,8%	-4,5%	-5,6%	-24,2%	-22,1%	-9,6%	-2,4%	1,8%
Encours de crédit total - (g.a.)	-20,5%	-7,9%	-2,7%	-6,9%	-18,2%	-11,7%	-6,2%	0,6%	1,4%
Indice boursier ISEQ (moyenne annuelle)	2 896,8	2 825,8	3 205,4	4 090,4	4 892,0	6 258,3	6 167,7	6 781,4	6 557,7
Gouvernement									
Dépenses publiques (en Md€)	109,1	79,6	73,6	71,8	73,1	75,6	74,6	77,3	81,1
Déficit/excédent public (en Md€)	-53,7	-21,9	-14,1	-10,3	-7,2	-5,0	-1,9	-0,7	-0,3
<i>En % du PIB</i>	-32,1%	-12,7%	-8,1%	-5,7%	-3,7%	-1,9%	-0,7%	-0,2%	-0,1%
<i>En % des recettes publiques</i>	-96,9%	-37,9%	-23,8%	-16,7%	-10,9%	-7,1%	-2,6%	-1,0%	-0,4%
Dettes publiques (en Md€)	144,2	189,7	210,0	215,3	203,3	201,4	200,6	201,3	205,9
<i>En % du PIB</i>	86,3%	110,3%	119,9%	119,7%	104,1%	76,7%	73,4%	68,4%	65,9%
<i>En % des recettes publiques</i>	260,3%	328,7%	353,1%	349,9%	308,4%	285,5%	275,9%	267,0%	254,7%
Politique énergétique									
Mix énergétique (besoins en énergie primaire) :									
<i>Charbon</i>	8,4%	9,1%	11,1%	9,9%	9,5%	10,3%	9,5%	7,6%	
<i>Tourbe</i>	5,0%	5,5%	5,7%	5,4%	5,8%	5,5%	5,1%	4,8%	
<i>Pétrole</i>	49,6%	49,2%	46,4%	47,2%	47,1%	48,0%	48,0%	48,0%	
<i>Gaz naturel</i>	31,9%	29,8%	30,0%	28,8%	28,0%	27,1%	29,4%	29,8%	
<i>Energies renouvelables</i>	4,7%	6,0%	6,2%	6,8%	7,7%	8,3%	8,0%	9,3%	
<i>Autres (déchets, importations d'électricité)</i>	0,3%	0,4%	0,6%	1,9%	1,9%	0,9%	0,1%	0,5%	
Dépendance de l'approvisionnement aux importations	86,2%	87,8%	84,8%	89,3%	85,2%	88,0%	69,0%	66,0%	

Évolution des indicateurs macroéconomiques – tableau mensuel

	oct-18	nov-18	déc-18	janv-19	févr-19	mars-19	avr-19	mai-19	juin-19	juil-19	août-19	sept-19
Production												
PIB trimestriel à prix courants (en Md€)			81,97			84,38			86,35			
<i>Croissance réelle (% g.a.)</i>			3,79%			7,19%			5,98%			
Indice de production industrielle (AVS, Base 100 = 2015)	106,9	97,3	84,4	98,9	99	100,8	104,4	107,5	97,1	98,7	99,8	
Indice de production industrielle - secteur "traditionnel"	116,8	113,3	108,5	109,9	113,7	115,6	114,3	115,2	109,7	118,5	116,3	
Indice de production industrielle - secteur "moderne"	110,6	98,7	82,7	101,5	90,5	92,8	100,2	104,8	85,8	89,8	94,4	
Purchasing Managers Index - Manufacturing	54,9	55,4	54,5	52,6	54,0	53,9	52,5	50,4	49,8	48,7	48,6	48,7
Purchasing Managers Index - Services	57,2	57,1	56,3	54,2	55,9	55,3	54,7	57,0	56,9	55	54,6	53,1
Purchasing Managers Index - Construction	52,9	55,5	56,3	54,6	60,5	55,9	56,6	54,9	53,1	51,4	53,7	
Compte courant												
Importations de marchandises (en Md€)	8,4	8,2	9,1	6,7	7,3	7,5	7,3	7,2	7,1	7,4		
Exportations de marchandises (en Md€)	12,2	12,1	12,9	13,7	13,2	11,0	12,6	13,5	11,6	13,7		
Solde commercial (en Md€)	3,9	3,9	3,8	7,0	5,9	3,5	5,3	6,3	4,5	6,3		
Balance courante trimestrielle (en Md€)			0,979			10,99			-26,54			
Balance courante trimestrielle (en % du PIB)			11,1%			8,9%			8,3%			
Evolution des prix												
Inflation CPI (% MoM)	-0,1%	-0,5%	0,0%	-0,7%	0,8%	0,8%	0,4%	-0,1%	0,2%	-0,2%	0,5%	
Var. mensuelle des prix immobiliers - Irlande sauf Dublin (%)	0,2%	0,0%	0,2%	-0,6%	0,1%	0,8%	0,4%	0,4%	0,6%	1,3%		
Var. mensuelle des prix immobiliers - Dublin (%)	0,3%	-0,7%	-0,8%	-0,5%	-0,4%	-0,6%	0,0%	0,2%	0,2%	0,6%		
Var. mensuelle des loyers dans le parc privé (%)	0,8%	0,5%	0,2%	0,4%	0,3%	0,4%	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%	0,6%	
Marché du travail												
Nombre de chômeurs	136,3	134,2	131,7	125	121,1	120,8	125,3	125,6	127,6	128,8	127,5	126,9
Taux de chômage global	5,7%	5,6%	5,5%	5,2%	5,0%	5,0%	5,2%	5,2%	5,3%	5,3%	5,3%	5,3%
Taux de chômage des jeunes	13,4%	13,1%	12,9%	12,6%	12,4%	13,0%	13,7%	14,3%	14,8%	14,8%	14,8%	14,8%
Salaire horaire moyen (var YoY, 4T roulants, en %)			3,2%			2,8%			3,8%			
Consommation et investissement												
Conso finale privée (variation trimestrielle en %)			0,8%			1,6%			1,4%			
Investissement (variation trimestrielle en %)			15,5%			-20,3%			150,0%			
Indice de la vente au détail (var. vol. en g.a. %)	6,4%	3,0%	3,3%	-0,4%	4,3%	5,1%	4,5%	0,5%	-0,3%	-4,5%	2,1%	
Indice de la vente au détail hors auto. (var. vol. en g.a. %)	4,2%	1,7%	3,7%	4,0%	5,7%	7,8%	6,2%	2,8%	1,8%	4,0%	4,3%	
Indice de la vente au détail - auto (var. vol. en g.a. %)	11,3%	8,0%	1,4%	-7,1%	3,1%	3,2%	-2,8%	-3,7%	-6,0%	-16,3%	-3,8%	
Secteur financier												
Encours de dépôt tot des ménages- (var. mensuelle en %)	0,1%	0,1%	0,6%	0,3%	0,4%	1,0%	0,4%	0,7%	0,7%	0,6%	0,6%	
Encours de dépôt total (var. mensuelle en %)	1,0%	-1,0%	-0,2%	0,9%	-0,2%	1,2%	1,1%	1,3%	0,7%	1,9%	0,2%	
Encours de crédit aux ménages- (var. mensuelle en %)	0,9%	-1,7%	0,3%	-0,1%	-1,6%	-0,2%	-0,3%	0,1%	0,2%	0,3%	1,2%	
Encours de crédit hypothécaires- (var. mensuelle en %)	0,9%	-1,9%	0,1%	-0,1%	-1,9%	0,0%	-0,5%	0,1%	0,2%	0,1%	1,5%	
Encours de crédit aux SNF- (var. mensuelle en %)	-0,2%	0,3%	-0,6%	-0,3%	0,3%	-1,6%	-0,4%	2,1%	0,4%	-1,0%	-1,0%	
Indice boursier ISEQ (fin de période)	6 147,6	5 818,7	5 479,8	5 767,7	6 115,6	6 138,7	6 455,2	6 079,6	6 152,6	6 111,1	5 879,4	
Taux de rendement des obligations d'Etat à 10 ans (fdp)	0,985%	0,933%	0,906%	0,878%	0,836%	0,566%	0,524%	0,286%	0,066%	-0,075%	-0,002%	

Sources: CSO, Central Bank of Ireland, Department of Finance, Davy, Merrion Capital, IBEC, Department of Energy, Eurostat, Markit (PMI), CBI, ESRI, Investec, EPA, BPFI

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Dublin (adresser les demandes à Dublin@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : Service Economique de Dublin
Adresse : 66 Fitzwilliam Lane, Dublin 2

Rédigé par : Justine FELIU
Revu par : Paul DE VOS

Version du 09/10/2019